

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19835 - 76ÈME ANNÉE

Visite sur le thème de la culture et du patrimoine

Ericka Bareigts à Sainte-Suzanne : « Merci pour votre engagement, pour la mémoire, pour notre Histoire »

Lors d'une seconde visite à Sainte-Suzanne en moins d'une semaine, la candidate aux régionales soutenues par le PCR a fait part de son soutien au projet de Centre culturel à Quartier Français.

Ce samedi matin, Ericka Bareigts était de retour à Sainte-Suzanne. Après une première visite jeudi placée sous le signe des énergies renouvelables, celle de samedi concernait la mise en valeur de notre patrimoine.

En compagnie de Maurice Gironcel, Karine Nabenesa et Nadine Damour, Ericka Bareigts est allé tout d'abord à l'ancienne gare, devenue la maison du patrimoine de Sainte-Suzanne.

Au cours d'un échange auquel a participé Bernard Batou, il a été question d'Edmond Albius, qui marqua l'histoire de Sainte-Suzanne et de La Réunion, célèbre pour avoir découvert le procédé de fécondation de la vanille alors qu'il n'avait que 12 ans, et était esclave. Cette découverte fit la fortune de planteurs de vanille dans le monde entier alors qu'Edmond Albius est mort dans le plus grand dénuement.

Première grande bataille menée par Paul Vergès

Puis la visite s'est poursuivie sur le site de l'ancienne usine de



Quartier Français. C'est ici que Paul Vergès mena en 1954 sa première grande bataille à La Réunion, pour sauver celle qui s'appelait alors « l'usine des planteurs » de la convoitise de ses concurrents. Cette victoire allait permettre deux ans plus tard aux communistes d'être en tête dans toutes les communes lors des élections législatives, d'obtenir la majorité absolue à l'échelle de La Réunion et de voir élire deux députés communistes sur les trois sièges à pourvoir à La Réunion. Ce fut là aussi que les communistes et les planteurs autour notamment de Lucet Langenier luttèrent contre la décision de fermer l'usine de Quartier-Français. La friche industrielle est devenue le siège de la filiale réunionnaise de Tereos. Des logements sociaux ont été construits sur une autre partie du site.

« Nous ne pouvons pas vivre sans notre histoire, sans notre patrimoine »

Maurice Gironcel a présenté le projet de Centre culturel de Quartier Français qui va être construit dans l'enceinte de l'ancienne usine sucrière. Ericka Bareigts a affirmé son soutien à cette initiative : « Nous ne pouvons pas vivre

aujourd'hui sans notre histoire, sans notre patrimoine. C'est pour cela qu'en 2002 l'usine de Sainte-Suzanne a été reconnue patrimoine historique. C'est le Nouveau Centre Culturel de Quartier Français. Mon attachement premier envers la Culture, l'Art et l'Enseignement prend, alors, tout son sens. Ce beau projet verra le jour dans les prochaines années. »

La visite s'est conclue par un arrêt devant le Jardin du patri-

moine et de la mémoire, où Ericka Bareigts s'est inclinée devant la stèle de Nelson Mandela.

« Merci pour votre engagement, pour la mémoire, pour notre Histoire », a ajouté Ericka Bareigts, « un Pays d'Art et d'Histoire, c'est, aussi, offrir une autre facette de La Réunion à l'international.

Démocratisons la connaissance ! »

Le rachat d'une entreprise qui ne fait que de l'exportation pose question

Colipays transformée en importateur de fruits et légumes par LM Distribution ?

Le Quotidien de samedi annonce la vente de la société Colipays à la SCA Fruit de La Réunion. D'après nos confrères, LM Distribution est impliquée dans ce changement de propriétaire avec à la clé la transformation d'une entreprise qui ne faisait que de l'exportation en société d'import-export. Nouvelle illustration d'un système qui veut maintenir La Réunion sous la dépendance de l'extérieur dans un secteur aussi stratégique que l'alimentation.

Créée il y a 30 ans, la société Colipays a participé à structurer un marché : l'envoi de colis de produits frais de La Réunion à destination de la France. Colipays a ainsi proposé une alternative aux colis confectionnés par les particuliers et envoyés par la Poste à destination de membres de leur famille émigrés en France ou de connaissances. D'autres sociétés se sont positionnées sur ce marché. Colipays fit face à des difficultés sociales et financières qui l'ont fragilisé.

Pendant ce temps, la SCA Fruits de La Réunion s'est récemment lan-

cée sur ce marché avec la création de la marque « Box fruitée », avec comme objectif de vendre 15.000 à 20.000 colis par an. A ceux qui se demandaient comment ce nouvel acteur allait réaliser un tel volume, la réponse vient d'être donnée : il suffit de racheter le principal acteur de ce marché et de remplacer « Colipays » par « Box fruitée ». Le Quotidien précise que « selon nos informations, Box Fruitée devrait remplacer à terme la marque Colipays, effaçant au passage le passif judiciaire de l'entreprise et les déboires de son PDG ».

Le Quotidien note que derrière le départ de l'actuel PDG « se cache le rachat de Colipays par la SCA Fruits de La Réunion, mais également la société LM Distribution ». Et de préciser que « outre sa mission d'exportation de fruits, cette nouvelle entité, s'appuyant sur son réseau d'agriculteurs en coopérative, devrait également se tourner vers l'import de fruits et de légumes depuis la métropole (la France - NDLR), via la société LM Distribution, ce que ne faisait pas jusqu'à maintenant la marque Colipays.

Rappelons que LM Distribution est une société qui vend en moyenne 40.000 tonnes de fruits et légumes par an, principalement à la grande distribution. La moitié de ce volume vient des importations, l'autre moitié d'une coopérative contrôlée par LM. Il est donc facile d'imaginer que dans un système capitaliste, où l'objectif d'une société est de tirer un maximum de profit, les agriculteurs sous la coupe de LM sont confrontés à la concurrence directe des importations et ne peuvent donc fixer eux-mêmes leur prix de vente de leurs produits. Ces prix sont soumis à la pression des importations qui ont un coût de production moins élevé qu'à La Réunion.

Le rachat de Colipays va donc ouvrir une nouvelle porte aux importations de fruits et légumes à La Réunion. Cette dépendance profite à un système qui fait de La Réunion une terre de consommation de produits importés, pas de production.

M.M.

Edito

L'union des Africains est en route et La Réunion regarde le train passer sans elle

L'Organe de règlement des différends de la Zone de libre-échange continentale tiendra sa réunion inaugurale aujourd'hui à Accra au Ghana. C'est une étape importante dans la mise en œuvre de la zone de libre échange continentale africaine opérationnelle depuis le 1er janvier. Quelle sera la place de La Réunion dans ce nouvel ensemble ?

La zone de libre-échange continentale africaine est un projet en cours de création sur l'ensemble du continent africain. Elle doit regrouper la zone tripartite de libre-échange, qui doit inclure le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), avec d'autre part la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union du Maghreb arabe et la Communauté des États sahélo-sahariens. L'objectif du projet est d'intégrer à terme l'ensemble des 55 États de l'Union africaine au sein de la zone de libre-échange.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) représente une véritable occasion de stimuler la croissance, de réduire la pauvreté et d'élargir l'inclusion économique en Afrique, et cela malgré la crise engendrée par le coronavirus, souligne la Banque mondiale. Selon un nouveau rapport de l'institution financière internationale, la ZLECAF pourrait rapporter à l'Afrique 450 milliards de dollars de revenus supplémentaires soit une hausse de 7%.

La mise en œuvre réussie de la ZLECAF contribuerait à amortir les effets négatifs du coronavirus sur la croissance économique, en soutenant le commerce régional et les chaînes de valeur

grâce à la réduction du coût des échanges. À plus long terme, l'accord continental ouvrirait aux pays africains des possibilités d'intégration et de réformes favorables à la croissance. En remplaçant la mosaïque d'accords régionaux, en rationalisant les procédures aux frontières et en donnant la priorité aux réformes commerciales, la ZLECAF pourrait aider les pays africains à renforcer leur résilience face à de futurs chocs économiques.

La Réunion fait partie de l'ère géographique africaine. Certains ont oublié cette notion essentielle de géographie. L'indocéanie n'existe pas. Avec le processus d'intégration africain, qui aboutira aussi à la création d'une monnaie unique permettant de stabiliser les changes, les Réunionnais prennent le risque d'être isolé dans leur propre ère géographique. Maurice, Madagascar, les Seychelles et les Comores ont intégré cet ensemble. La COI n'a pas été actrice dans cette intégration, elle court le risque de devenir une coquille vide. Nous devons pouvoir discuter avec nos voisins hors la tutelle de Paris, mais avec son accompagnement. Il est plus que temps que les Réunionnais soient Responsable du devenir de leur Pays.

« Il est clair que nous devons trouver une solution africaine à nos problèmes et qu'elle ne peut être trouvée que dans l'unité africaine. Divisés, nous sommes faibles, unie, l'Afrique pourra devenir pour de bon l'une des plus grandes forces de ce monde ». KWAME NKRUH

Nou artouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Zistoir pou rakonte dsi galé :

Lé pli fassil suiv lo fil dolo, ké romonte lo kouran

Mézami biensir zote va dir amwin dir in n'afèr konmsa sé konm invante lo tiède. Mi koné mé, konm in bonpé d'moun mi kalkil défoi si i fo alé dann sans dolo i koul sansa armonte lo kouran. Zote i koné demoun la plipar d'tan lé oportiniste, zot i profèrè alé dann sans kouran : ni pé dir konmsa mèm l'ariv band traizon dann listoir.

Sé konmsa ké Figaro la dénonss la révolt Sin-Lé. Sé konmsa ankor kan i shanj prézidan dan La franss néna in pé i ralyé lo prézidan. Mé poukoué oziss ? Pé s'fèr la bézoin in plass zélu, antouléka sé pars néna kékshoz pou gagné.

Mé la pa touzour pou sa. Tazantan sé pars tienbo in pozissyon avèk la préssyon k'i sava ansanm lé diffisil é pou déssèrtin moun i vo myé sèdè dsi la késtyonn prinsipal an espèran gingn la trankilité an rotour, sansa gingn moïnss lo kou avèk lo pouvoir kolonyal...

Mé antansyon, kan wi sava dann sans lo kouran, momandoné wi pé kalbite o-t'an-ba dann in kaskade é sak wi oi konm in bon solissyon zordi sa s'pé sé in mové solissyon dann l'avnir. Mèm in katastrof anonssé.

Donk si mi arvien dsi mon kozman é si mi porte bien antansyon sak i éspass dann laktyalité, mi panss néna dé foi, lé pli profétab romonte lo kouran. Zot i koné san tardé nora zéléksyon rézyonal é konm toute demoun mi ékoute-ékoute in pé, mi sèye konprann lo program lé z'inn épi lé z'ot.

Kan mi fé sa, mwin néna mon fasson dékode lo band méssaz, mi diré mwin néna mon griye léktir. La pa in sogré é sak i lir mo n band modékri, i koné la manyèr mi dékode band program. Kèl manyèr ? Sinplomman dann sanss mon parti la aprann amwin alé é pa dann sans kontrère.

Kossa, zot i i dann mon zorèye, mi parl an parabol ; mwin sré in parabolèr ? Mi panss pa mé nou néna lo tan dovan nou pou kontinyé aspliké. A pli d'van mézami.

Justin